

Les exigences réglementaires et coûts associés à l'exposition professionnelle

Bruno Courtois, Expert d'Assistance Conseil – INRS

Franck Pottier, Ingénieur Conseil - CRAMIF

 Notre métier,
rendre le vôtre plus sûr

www.inrs.fr

LA BRANCHE ASSURANCE MALADIE / RISQUES PROFESSIONNELS

Assureur social et solidaire

- 2,2 millions d'établissements
- employant plus de 18,6 millions de salariés du régime général

Le compromis historique de 1898

- Dès lors que l'accident est survenu au temps et au lieu du travail, il est présumé d'origine professionnelle et doit être indemnisé en tant que tel par l'employeur

En contrepartie de quoi :

- la réparation allouée à la victime est forfaitaire
- l'employeur bénéficie d'une immunité civile

GESTION PARITAIRE ET SYSTÈME ASSURANTIEL

LES MISSIONS DE LA BRANCHE AM/RP

PRÉVENTION

Conseil et contrôle afin de faire diminuer le nombre et la gravité des accidents du travail, accidents de trajet, et des maladies professionnelles; améliorer les conditions de travail des salariés

RÉPARATION

Indemniser les victimes des conséquences des préjudices subis

TARIFICATION

Calculer et notifier le taux de cotisation à l'entreprise

Equilibre financier de la branche AM/RP

LES ENJEUX HUMAINS ET SOCIAUX

Pour les victimes

- Souffrances physiques (IT, IPP) et psychiques
- Déroutement de carrière ou promotion compromis
- Changement de poste, Perte d'emploi, Désinsertion professionnelle
- Conséquences extra-professionnelles (famille...)

Pour l'entreprise

- Personnel en retrait (peu participatif, peu motivé, peu impliqué)
- Ambiance de travail dégradée
- Absentéisme du personnel
- Climat social tendu

LES ENJEUX ECONOMIQUES NATIONAUX

Le coût de l'indemnisation s'élève à ~8 Mds €

- **1,5 Mds de prestations en nature**
- **2,5 Mds au titre des IJ**
- **4 Mds au titre de l'IP**

... sans compter les coûts indirects

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS POUR L'ENTREPRISE

Economiques

- Perte de production (immédiat)
- Productivité (long terme)
- Image (perte de marchés)
- Attractivité (embauche)

Financiers

- Augmentation des cotisations AT/MP
- Faute inexcusable
- Amendes (Inspection du travail)

LES COÛTS DIRECT ET INDIRECT D'UN AT/MP

Coût direct

(coûts couverts par la Sécurité Sociale)

- Dépenses de soins
- Indemnités journalières
- Rentes, indemnités en capital

x 1

Coût d'opportunité

(coûts à la charge de l'entreprise)

- Coût représentatif d'un investissement productif non réalisé

Cet investissement aurait pu générer des bénéfices

x 1 à 2

Coût indirect

(coûts à la charge de l'entreprise)

- Temps perdu
- Coûts administratifs / Coûts liés au sinistre.
- Perte de production

(pénalités, perte de contrat, dégradation du climat social...)

- ...

x 3 à 4

LES ENJEUX JURIDIQUES

Faute inexcusable de l'employeur

- Code de la Sécurité Sociale
- Réparation plus importante

Responsabilité pénale

- Infractions au Code du travail
- Infractions au Code pénal

REPÈRES STATISTIQUES (ORDRE DE GRANDEUR)

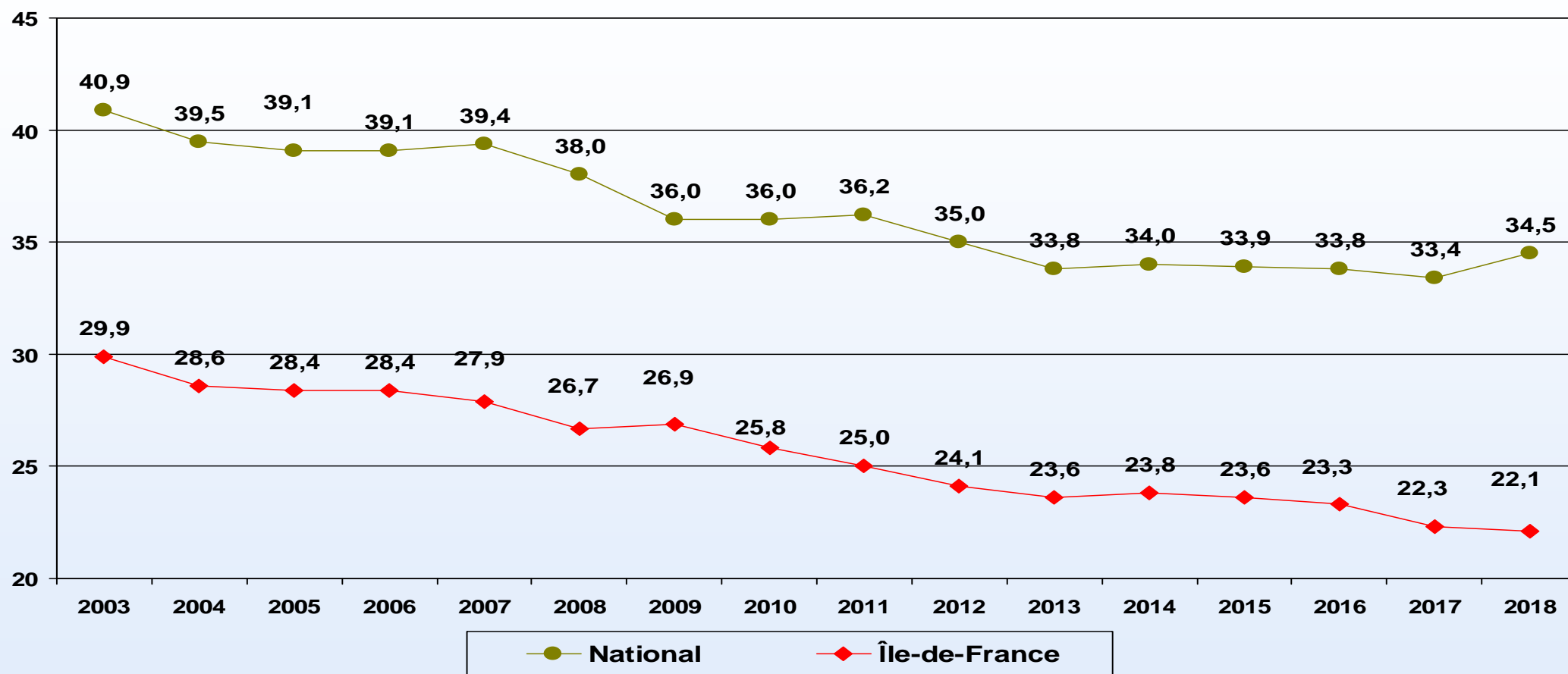
	AT	Trajet	MP
Reconnaisances	1 000 000	150 000	70 000
Sinistres avec règlement	650 000	100 000	50 000
Décès	550	350	550

~60 millions de journées de travail perdues

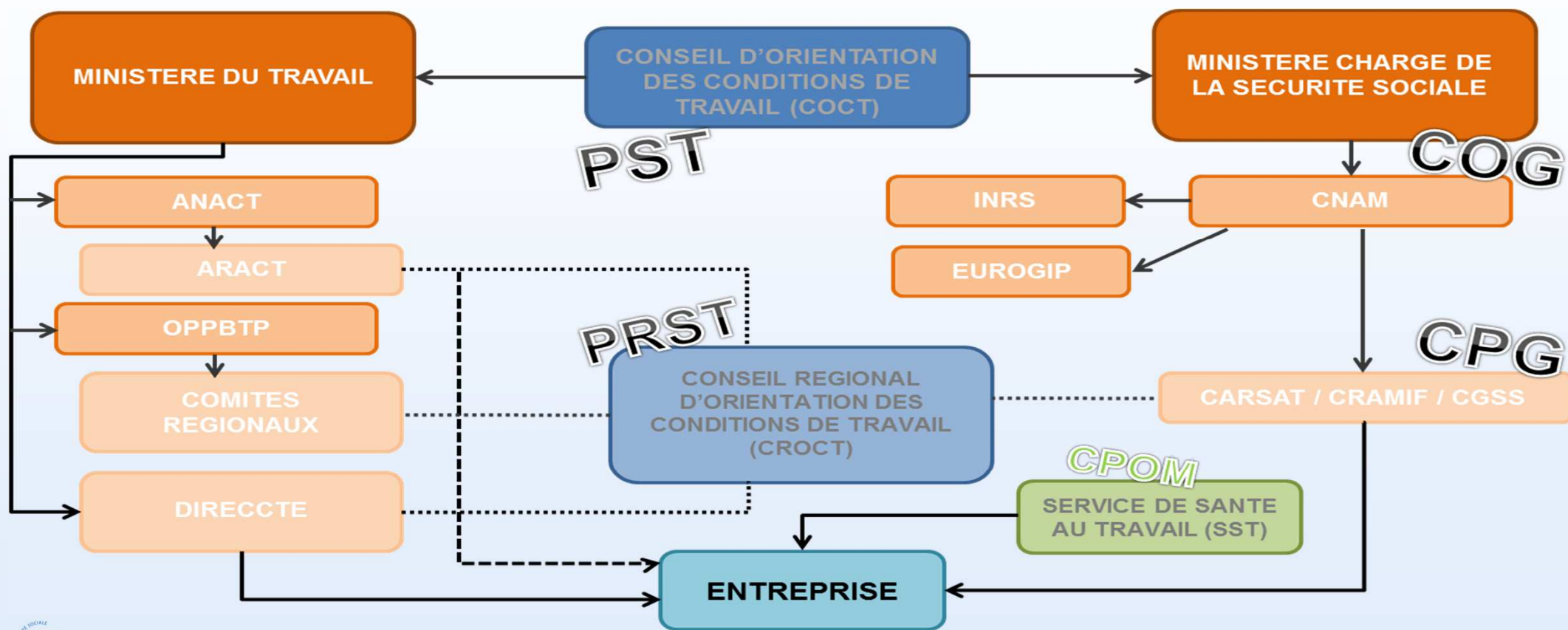
*la durée moyenne d'un arrêt de travail : 65 jours en AT
70 jours en trajet
225 jours en MP*

IF AT moyen : 34 AT avec arrêt pour 1000 salariés

Evolution de l'indice de fréquence des accidents du travail en Île-de-France



LES ACTEURS DE LA PREVENTION



LA TARIFICATION – INCITATIVE A LA PRÉVENTION

Le taux de cotisation AT/MP notifié pour chaque établissement n'est pas uniforme, il varie en fonction

- de l'effectif national de l'entreprise
- du mode de tarification (collectif, mixte, individuel),
- de l'activité exercée
- de la sinistralité
- de la masse salariale

Il est calculé chaque année sur une période triennale (trois dernières années de données connues)

Exemple : taux 2019 ⇒ éléments des années 2015, 2016 et 2017

Coûts moyens IT et IP par CTN sont publiés chaque année

L'ACTION EN ENTREPRISE

▪ Code de la sécurité sociale / Article L 422-4

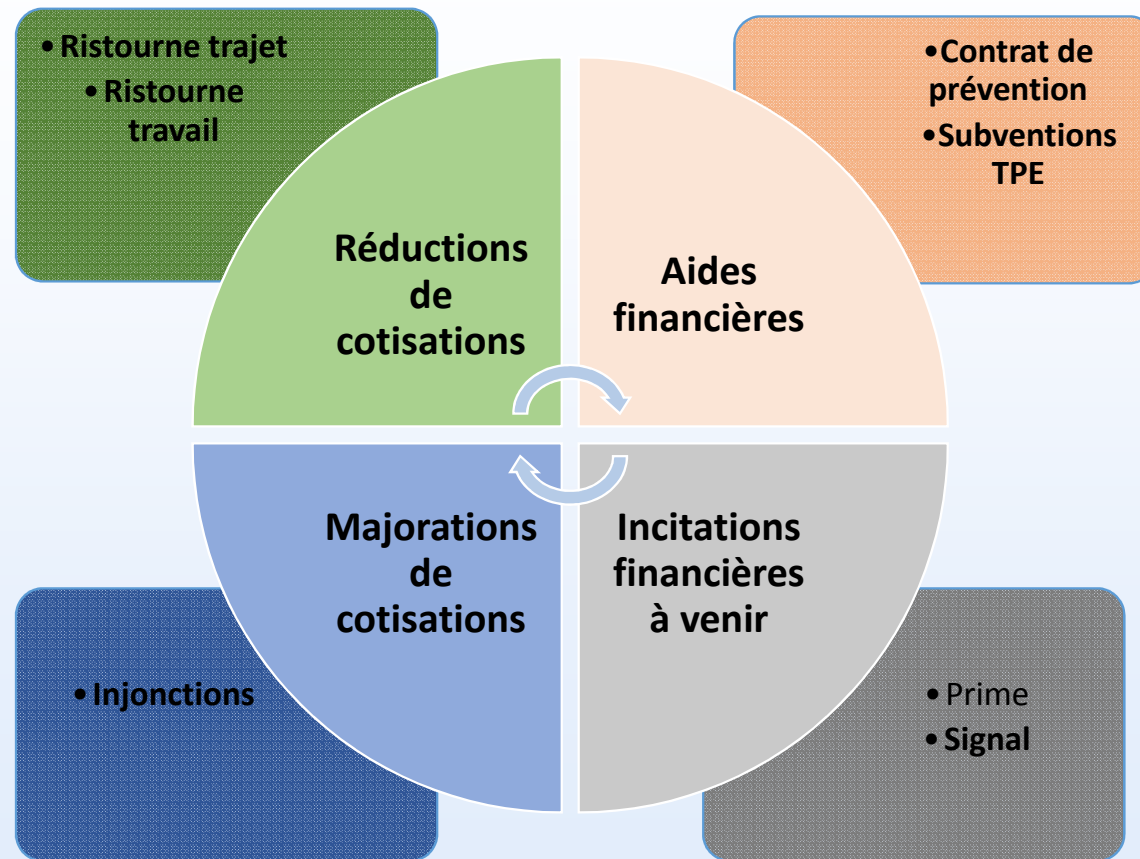
La caisse régionale peut :

« inviter tout employeur à prendre toutes mesures justifiées de prévention [...] ; »

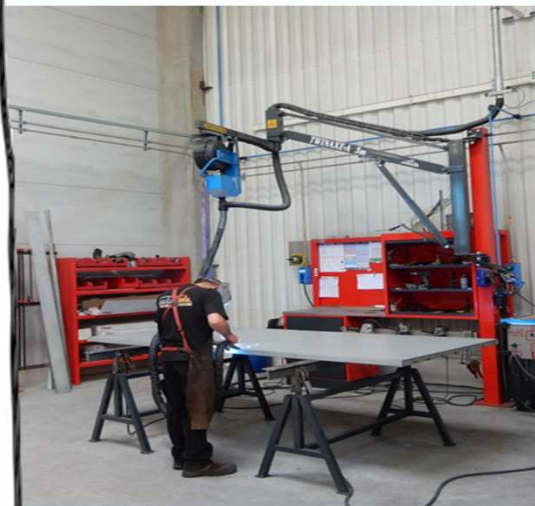
+ droit d'entrée dans les entreprises

- Conseil aux entreprises
- Contrôle des mesures de prévention (Unités Techniques, experts)
- Enquête sur des accidents mortels ou graves
- Moyens d'incitation :
 - majoration ou minoration de la cotisation
 - subventions
 - récompenses

Panorama incitations financières



Exemple, un contrat de Prévention signé avec une entreprise de fabrication d'articles métalliques



**Torche aspirante
sur potence**



Cabines de peinture



préhenseurs

La CRAMIF – DRRP Île-de-France

Direction des Services Extérieurs

8 antennes départementales

Paris

Hauts de Seine

Seine et Marne

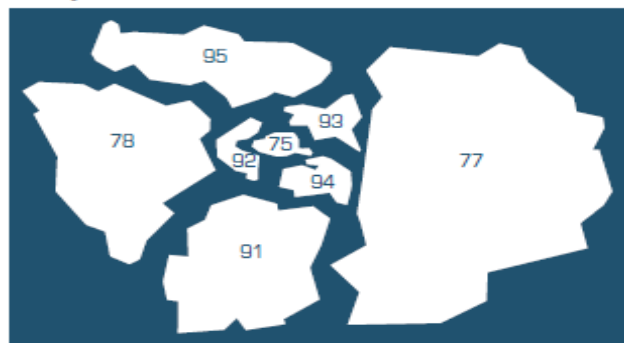
Seine Saint Denis

Yvelines

Val de Marne

Essonne

Val d'Oise



Site Argonne

Direction Services Techniques

Assistance technique, formation, information

**Physiques,
organisationnels,
Psychosociaux,
services et BTP**

**Formation,
information,
prévention
des pathologies
professionnelles
Laboratoires (CMP-
LTX-LBC)**

Prévention des risques professionnels

Plan d'action en Île-de-France

2019
2022



1. Travaux manuels-sévéraliens

2. Très petites entreprises

3. Partenariats : Services de santé au travail Interentreprises (SSTI)

Centres de consultations de pathologie professionnelle (CCPP)

Agence régionale de santé (ARS), Direction régionale des entreprises,

de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)

Associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail (ARACT)

Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP)

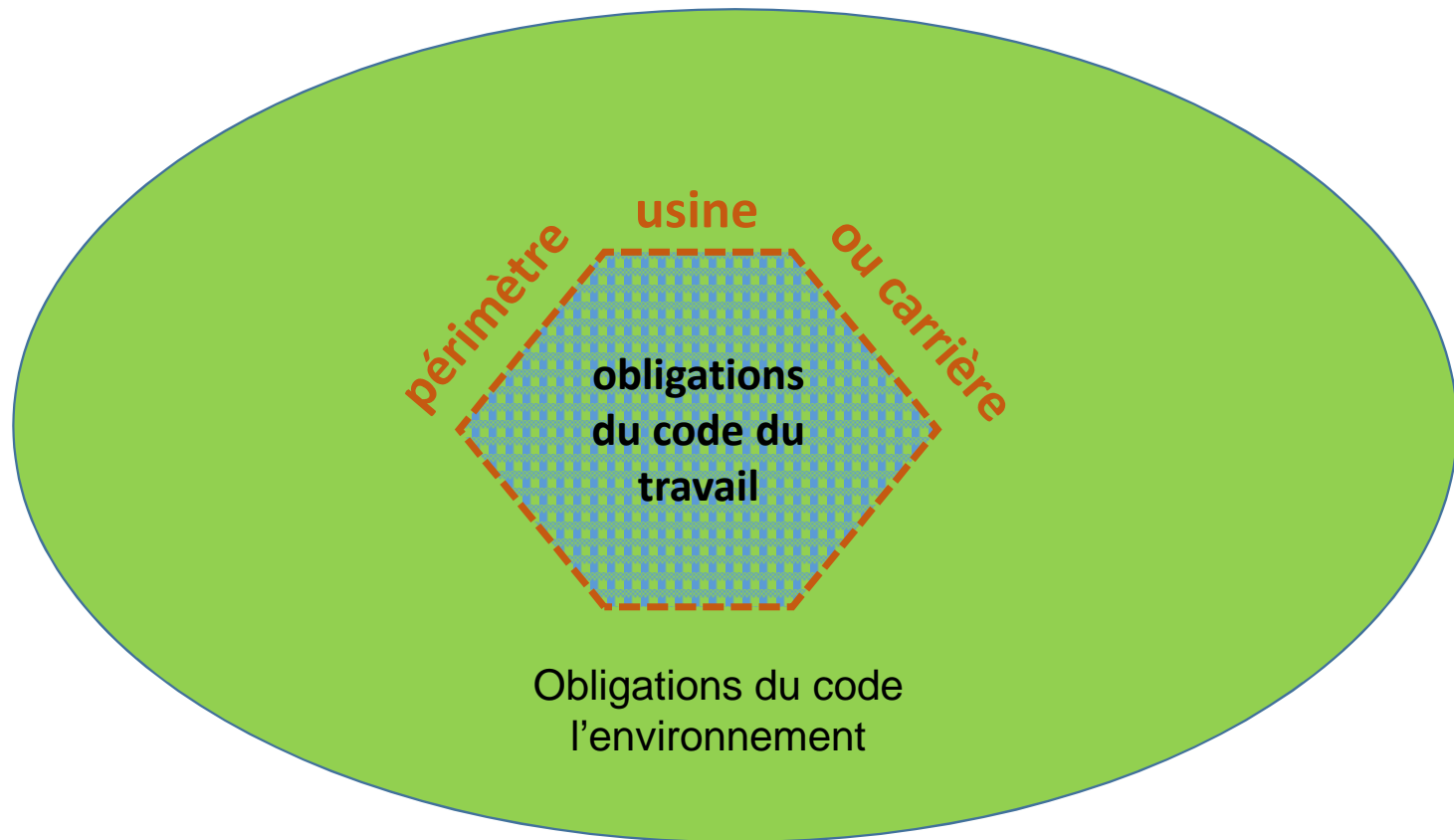
Chambres de commerce et d'industrie (CCI)

4. Accidents de travail/maladies professionnelles (AT/MP)

Principaux secteurs d'activités concernés

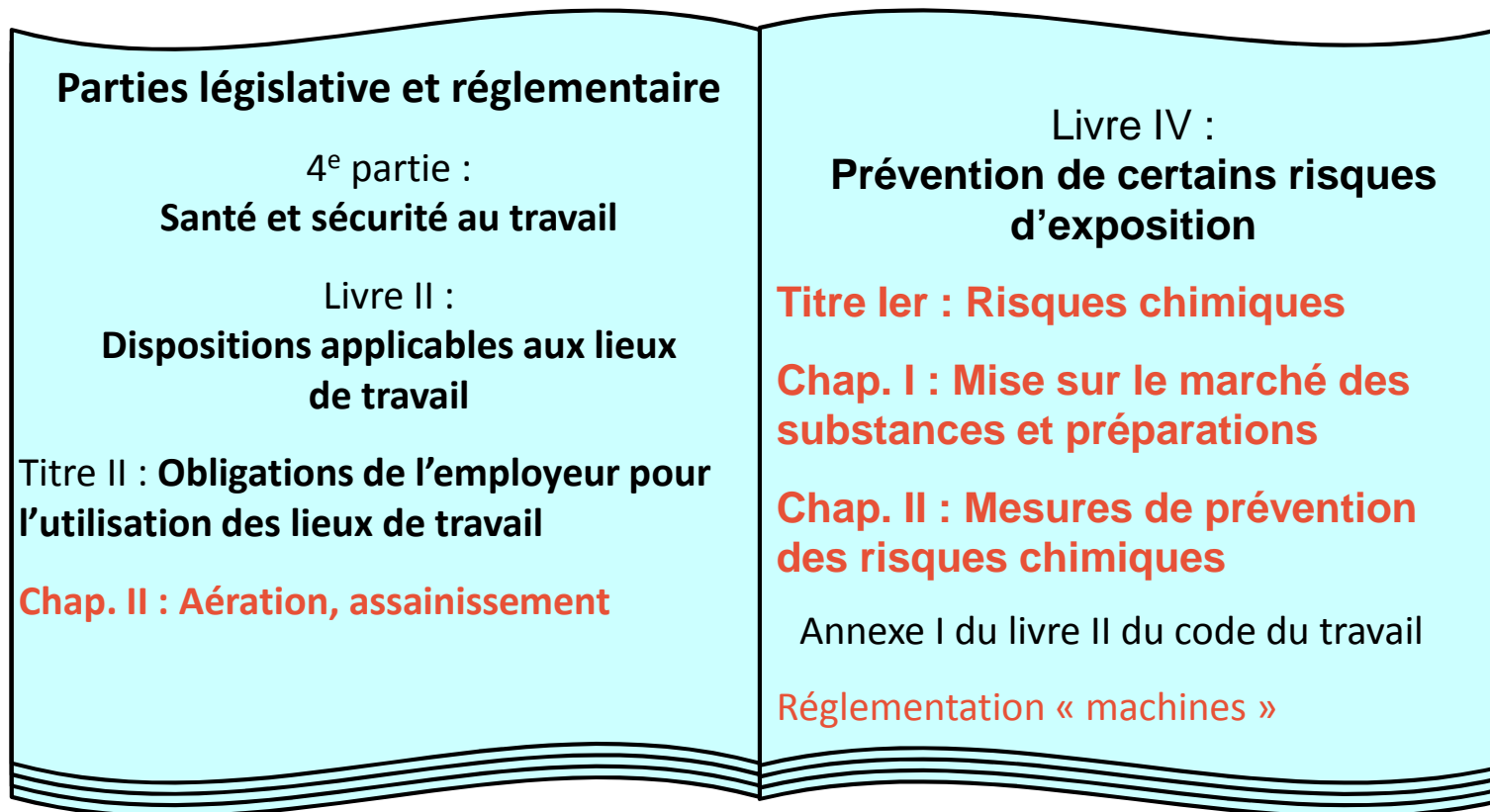
- BTP
- Grande distribution
- Propreté
- Bricolage et ameublement
- Ehpad
- Établissements de soins
- Menuiseries
- Établissements de mécanique et d'usinage
- Ateliers de réparation des véhicules
- Centres de contrôle technique
- Logistique
- Restauration collective
- Hôtellerie-restauration
- Aéroportuaire
- Déchets
- Logements collectifs

Contexte réglementaire



Prévenir les risques chimiques en milieu de travail

Texte fondamental : le code du travail



Prévenir les risques chimiques en milieu de travail

Evaluer et prévenir les risques

Evaluation des risques

Mesures et moyens de **prévention** (ordre de priorité des mesures)

Vérification des installations et appareils de **protection collective**

Contrôle de l'exposition

Mesures en cas d'**accident**

Information et **formation** des travailleurs

Suivi et **surveillance médicale**

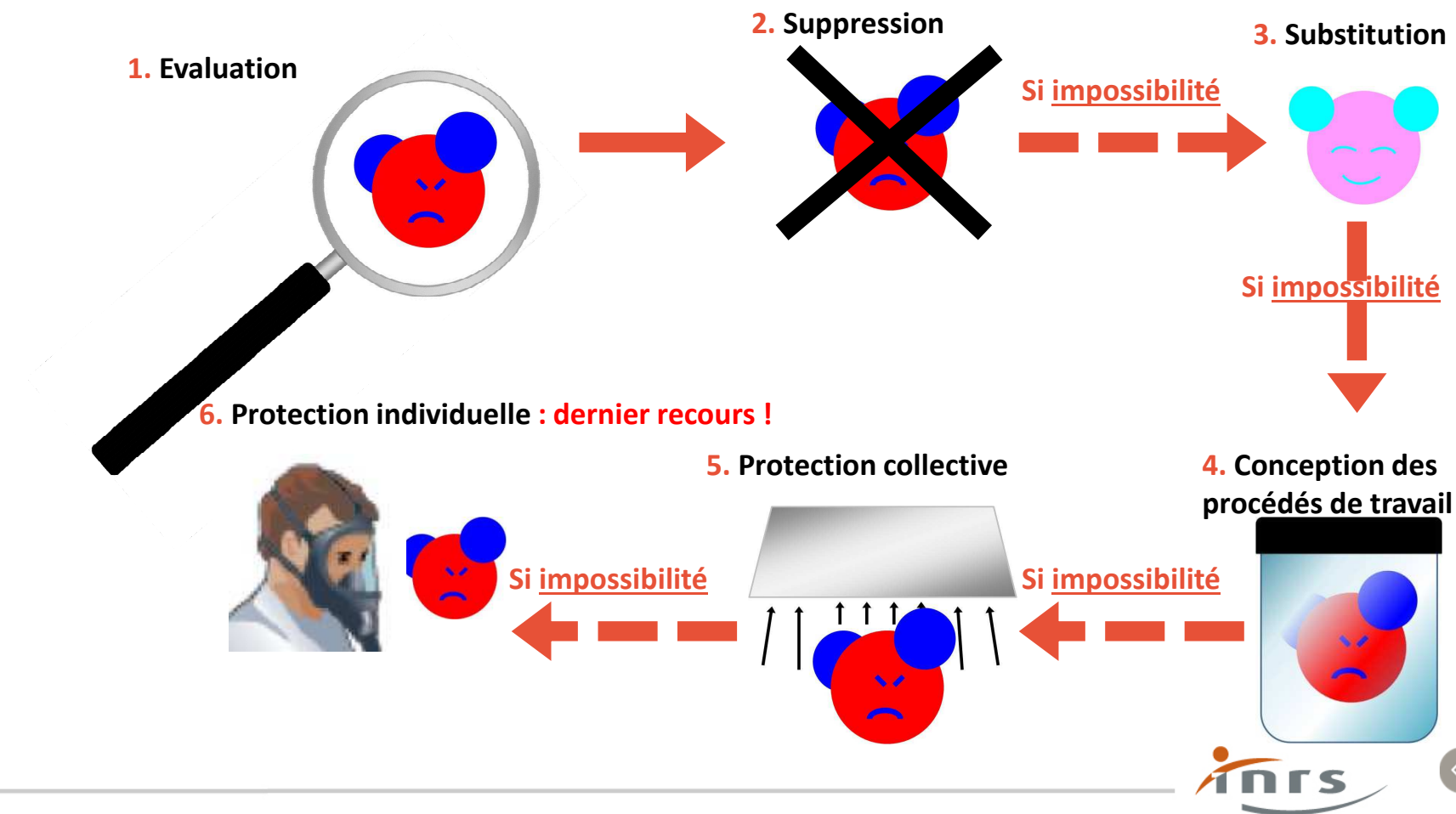
Substitution, procédés,
protection collective,
protection individuelle

VLEP, VLB

Notice de poste

Prévenir les risques chimiques en milieu de travail

Evaluer et prévenir les risques



Prévenir les risques chimiques en milieu de travail

Dispositions **renforcées** pour les **CMR**

Cancérogènes

Mutagènes

Toxiques pour la reproduction

Cancers

troubles de la fonction reproductive

troubles du développement...

Prévenir les risques chimiques en milieu de travail

Evaluer et prévenir les risques : CMR

Evaluation des risques

Mesures et moyens de prévention (ordre de priorité des mesures)

Vérification des installations et appareils de protection collective

Contrôle de l'exposition

Mesures en cas d'accident

Information et formation des travailleurs

Suivi et surveillance médicale

Substitution obligatoire

**Contrôle au moins 1 fois/an ➡
arrêt du travail, si dépassement**

**Suivi individuel renforcée (R.
4624-21)**

Les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)

- La valeur limite d'un composé chimique représente sa concentration dans l'air que peut respirer une personne pendant un temps déterminé sans risque d'altération pour sa santé
- En prévention des risques professionnels : Les VLEP doivent être considérées comme des objectifs minimaux
- L'existence de VLEP suppose connues des méthodes pour l'échantillonnage, l'analyse et le dosage des substances.

Valeurs Limites d'exposition professionnelle

- VLEP-8h = Valeur limite sur 8 heures
 - Prévention des risques des effets à long terme
 - peut être dépassée sur une courte période
 - Mesures d'exposition sur 8 heures
- VLCT = Valeur Limite d'exposition Court Terme
 - Prévention des effets immédiats ou à court terme
 - Mesures d'exposition sur 15 minutes
- Valeur plafond
 - Prévention des effets immédiats
 - Mesures de très courtes durées

(Exprimées en ppm pour les vapeurs et en mg/m³ pour les aérosols)

- ◆ **Ne visent que l'intoxication par inhalation**
- ◆ **Ne tiennent pas compte des sensibilités individuelles**

Valeurs limites réglementaires et indicatives

- VL réglementaires contraignantes
 - R4412-149 du code du travail : 85 substances fixées par décret
 - Fixés dans d'autres cadres (poussières, amiantes...) :
 - > Poussières : R4222-10
 - > Amiante : R4412-100 (décret 2012-639 du 4 mai 2012)
- VL réglementaires indicatives
 - Fixées par arrêté dans le cadre de R4412-150 : arrêté du 30 juin 2004 modifié
- Non réglementaire : Publiées par circulaires entre 1982 et 1997 plusieurs centaines de VL



Valeurs limites
d'exposition professionnelle
aux agents chimiques en France

ED 984 AIDE-MÉMOIRE TECHNIQUE

Liste des VLEP françaises

Valeurs limites d'exposition professionnelle établies pour les substances chimiques

<http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=outil65>

Établissement des VLEP au niveau européen

- Expertise scientifique prise en charge par le RAC (Committee for Risk Assessment) de l'ECHA (European Chemical Agency)
 - Base : exposition 8h/jour, 40 h/semaine pendant 40 ans
 - Pour une population adulte en bonne santé
- Établissement d'un projet réglementaire par la commission européenne :
 - Directive avec VLEP indicative pour les non cancérrogènes ou mutagènes
 - Directive modifiant la Directive CM pour les cancérrogènes ou mutagènes
- Consultation des partenaires sociaux.

Établissement de VLEP aux niveau français

- Expertise scientifique prise en charge par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail)
- Établissement d'un projet réglementaire par le ministère chargé du travail
- Consultation des partenaires sociaux, (Conseil d'Orientation des Conditions de travail) : discussion de l'applicabilité des VLEP en fonction des procédés de travail concernés et des délais de mise en application envisagés

VLEP : une actualité riche

- Directive 2017/164 : 31 nouvelles substances non cancérogènes (CO, NO, NO₂, SO₂...).
 - En cours de transposition : arrêté du 27/09/2019 + décret en attente
- Directive 2017/2398 : 11 nouvelles substances cancérogènes
 - Transposition avant le 17 janvier 2020
- Directive 2019/130 : 7 nouvelles substances cancérogènes (EMD...)
 - Transposition avant le 21 février 2021
- Directive 2019/983 : 5 nouvelles substances cancérogènes (Formaldéhyde...)
 - Transposition avant le 25 juin 2021

Ressources pour les VLEP

- Fichier Excel des VLEP françaises : <http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=outil65>
- VLEP Françaises : Brochure ED 984, 2016 sur www.inrs.fr (plus à jour)
- VLEP Françaises réglementaires : www.legifrance.gouv.fr : article R4412-149 du code du travail, arrêté du 30 juin 2004 modifié
- VLEP de différents pays: Base de données GESTIS : <http://limitvalue.ifa.dguv.de/>
- Evolution des VLEP : en France : www.anses.fr
- Evolution des VLEP : En Europe : <https://echa.europa.eu/fr/oels-activity-list>



Notre métier, rendre le vôtre plus sûr

Merci de votre attention



www.inrs.fr

YouTube

